



Convention d'accueil des mesures à des fins de compensation en forêt domaniale de la Harth (CAMC)

En date du [date de la C.A.M.C.]

Entre

L'Office National des Forêts, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial créé par l'article 1er de la loi n°64.1278 du 24 décembre 1964 portant loi de finances rectificatives pour 1964 (JO 24 déc. 1964) dont le siège social est situé 2 bis avenue du Général Leclerc CS 30042 94704 Maisons-Alfort, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIREN 662043116 RCS PARIS, agissant selon les dispositions des articles D. 221-3 du code forestier, L. 163-1 et L 163-2 du code de l'environnement et R. 2222-36 du code général de la propriété des personnes publiques.

représenté par **Christophe Fotré**
Directeur Territorial du Grand Est de l'Office National des Forêts
Adresse **5 rue Girardet CS 65219**
54052 Nancy Cedex
ci-après dénommé « **l'ONF** »,

d'une part,

Et

Société / Personne **Collectivité européenne d'Alsace**
Statut **Collectivité territoriale**
domiciliée à **Hôtel du Département Place du Quartier Blanc 67964 STRASBOURG Cedex 9**
Représenté par **Frédéric BIERRY**
en sa qualité de **Président**
[fonction]
Références fiscales ou date de naissance pour les particuliers

dûment habilité(e) aux fins des présentes,
ci-après dénommé « **le bénéficiaire** »

d'autre part,

EXPOSE PREALABLE

Le bénéficiaire est maître d'ouvrage du projet suivant :

Nom courant du projet	Aménagements pour l'Amélioration des Accès Autoroute - Agglomération des Trois Frontières (5A3F)
Nom du maître d'ouvrage	Collectivité européenne d'Alsace
Localisation du projet (Région (s)/ département(s)/ éventuellement commune(s))	Région Grand Est - Département du Haut-Rhin - Bans communaux de SAINT-LOUIS et HESINGUE.
Description du projet	L'opération sur le réseau routier sous maîtrise d'ouvrage départementale consiste globalement à intervenir sur l'A35, les échangeurs n°36, n°37 et la RD 105, à aménager 4 carrefours à feux et à créer une piste et une passerelle piétons-cycles.
Dimensions du projet (ha, km...)	29 ha ; 2.5 km d'A35 environ ; 1.3 km de RD 105 environ.

Pour la réalisation de ce projet principal, le bénéficiaire a obtenu/doit obtenir les autorisations administratives suivantes :

Autorisation d'exploiter une ICPE	Non concerné
Autorisation loi sur l'eau	Arrêté du 30 juin 2023 du Préfet du Haut-Rhin portant autorisation environnementale à la Collectivité européenne d'Alsace au titre de l'article L.181-1 et suivants du Code de l'environnement pour l'aménagement de la RD105, de l'A35 et des accès autoroutiers (échangeurs E36 et E37) à Saint-Louis et Hésingue.
Autorisation de défrichement	Non concerné
Autorisation destruction espèces protégées	Arrêté du 30 juin 2023 du Préfet du Haut-Rhin portant autorisation environnementale à la Collectivité européenne d'Alsace au titre de l'article L.181-1 et suivants du Code de l'environnement pour l'aménagement de la RD105, de l'A35 et des accès autoroutiers (échangeurs E36 et E37) à Saint-Louis et Hésingue.
Autorisation environnementale unique	Arrêté du 30 juin 2023 du Préfet du Haut-Rhin portant autorisation environnementale à la Collectivité européenne d'Alsace au titre de l'article L.181-1 et suivants du Code de l'environnement pour l'aménagement de la RD105, de l'A35 et des accès autoroutiers (échangeurs E36 et E37) à Saint-Louis et Hésingue.

Le bénéficiaire a réalisé ou fait réaliser pour son projet une ou plusieurs études d'impact environnemental en 2022. Conformément aux dispositions du Code de l'environnement, ces études identifient les impacts suivants nécessitant la mise en œuvre de mesures compensatoires :

Impacts sur zones boisées (ha, etc)	5,43 ha
Impact sur zones humides (ha, etc)	0,08 ha

Impact sur
espèces
protégées

Impact sur les habitats naturels

Habitat	État initial	Impacts surfaciques	
		ha	%
Friches herbeuses, bermes et ronciers	9,37	9,37	100,00%
Boisements	6,13	5,43	88,58%
Friches arbustives et fruticées	1,7	1,7	100,00%
Végétations humides	0,08	0,08	100,00%
Cultures	1,1	1,1	100,00%
Espaces artificialisés	12,79	0,5	3,91%

Le bénéficiaire a déposé en date du 03/12/2021 un dossier de demande d'autorisation Environnementale unique portant notamment sur la destruction de d'habitats naturels selon la procédure prévue par les articles L.181-1 et suivants, R.181-1 et suivants, L. 2014-1 à L214-11, R.214-1 à R.214-31-5, R.214-42 à R.214-60, L.411-1, L.411-2, L.415-3 et R.411-1 à R.411-14 du code de l'environnement.

Le bénéficiaire doit présenter à l'administration, dans ledit dossier de demande d'autorisation Environnementale unique, des garanties quant à l'effectivité et la pérennité des mesures compensatoires qu'il propose de mettre en œuvre.

L'identification des mesures compensatoires à réaliser ainsi que la désignation des sites d'accueil ont été réalisées en collaboration avec l'autorité administrative compétente, et ont fait l'objet d'une validation définitive à la date d'expiration des délais de recours contentieux ouverts à l'encontre de la décision portant autorisation du projet 5A3F.

I - PRINCIPES GENERAUX

Article 1 - Objet de la convention

La « convention d'accueil de mesures à des fins de compensation avec un impact sur la gestion forestière » (ci-après CAMC) a pour objet d'autoriser le bénéficiaire à mettre en œuvre certaines actions sur les terrains de la forêt domaniale et de définir les modalités des engagements de l'ONF impactant sa gestion. Elle fixe la contrepartie financière de ces engagements. Elle fixe les modalités de pilotage et de gouvernance pour le suivi du projet.

La convention est régie par les **clauses générales** (en annexe 1) qui fixent au niveau national de manière homogène, dans un souci d'égalité de traitement entre les divers cocontractants intéressés, l'ensemble des principes contractuels communs à toutes les conventions d'accueil de mesures compensatoires.

Les clauses générales sont toutes de rigueur et ne peuvent, en aucun cas, faire l'objet d'une négociation en vue d'une adaptation locale.

Article 2 - Eléments constitutifs de la convention

- La présente convention (clauses particulières)
- Annexe 1 : les clauses générales en vigueur
- Annexe 2 : Désignation des terrains d'accueil des mesures et plan
- Annexe 3 : Programme d'actions prévisionnel (avec son calendrier)
- Annexe 4 : Cahier des charges techniques des aménagements et ouvrages autorisés dans le cadre de ce programme d'actions SANS OBJET
- Annexe 5 : Conditions techniques particulières liées au terrain concerné (le cas échéant) SANS OBJET
- Annexe 6 : Etat des lieux des terrains concernés
- Annexe 7 : Programme d'engagements de l'ONF impactant la gestion de la forêt domaniale (phase unique)
- Annexe 8 : Attestation d'assurance du bénéficiaire
- Annexe 9 : Autorisations administratives du bénéficiaire (le cas échéant)
- Annexe 10 : Echancier de paiements

Article 3 - Désignation du terrain concerné

Nom et références administratives

Forêt / domaine	Forêt Domaniale de la Harth		
Lieux dit	Harth		
Forêt / parcelles / superficie	Harth	S325pie, S324pie	
Commune de situation	Bartenheim – 68		
Références cadastrales	Section 7	Parcelle 4 Parcelle 6pie Parcelle 5pie	5,0807 1,0301 20,4605
Superficie totale (ha)	5,3 ha		

Conformément à l'article 6 des clauses générales, le périmètre géographique du terrain correspond au plan présenté dans l'annexe 2. Aucune délimitation physique n'est nécessaire à ce stade.

Article 4 - Particularité de la situation juridique des terrains

4.1 - Ensemble des contraintes environnementales portant sur les parcelles

Servitude et zonage environnementaux	Zone Naturelle d'Intérêt Reconnu, la ZNIEFF de type 1 « Forêt Domaniale de la Harth » (n°420012994)
Statuts de protection contractuels ou réglementaires	Périmètre Natura 2000 de la ZPS "Forêt domaniale de la Harth" (FR4211809)

4.2 - Ensemble des engagements et droits existants sur les parcelles dont le bénéficiaire doit avoir connaissance

Droit de chasse	L'ONF confie l'exécution du plan de chasse à un tiers qui sera maintenu sans modifications. La mise en place de mesures compensatoires par le prestataire ONF devra faire l'objet d'informations transmises au tiers (locataire de chasse) et être compatibles avec le plan de chasse.
Droit d'occupation	La forêt domaniale de la Harth bénéficie du régime forestier et dispose à ce titre d'un document d'aménagement forestier (2003-2022). Cet aménagement forestier définit les règles de gestion et les objectifs de la forêt sur une période allant de 2003 à 2022 et reste valable jusqu'à la parution du nouveau document de gestion pour la période 2023-2042 en cours de renouvellement. Cet aménagement forestier et le Document d'Objectif du site Natura 2000 superposé sont en cohérence vis-à-vis des enjeux, des recommandations et des propositions de gestion du site.

II. DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES

Article 5 - Engagements de l'ONF en tant que gestionnaire

Cette phase unique, consiste à la mise en œuvre par l'ONF, en tant que gestionnaire, d'engagements assimilables à des « services environnementaux » conformément à l'article 10 des clauses générales. L'ONF reste alors donneur d'ordre ou maître d'ouvrage, mais le financement de ses actions par le bénéficiaire est conditionné au respect de ses engagements.

5.1 - Description des engagements de l'ONF (services environnementaux)

L'ONF s'engage à mettre en œuvre les engagements suivants en contrepartie des financements prévus à l'article 11 des présentes.

Ces engagements sont détaillés dans l'annexe 3 et font l'objet d'un contrat spécifique portant sur la mise en œuvre des mesures compensatoires.

Engagements prévus	Date de début	Date de fin				
<i>Engagement à ne pas faire : pas de plantation, ni autre intervention contraire aux objectifs de la compensation décrits en annexe 3</i>	Années n à n+30					
<i>Engagement de faire :</i> <i>Fauche mécanique 2 à 4 fois par an selon le secteur jusqu'à épuisement du Solidage</i> <i>Semis d'espèces locales</i> <i>Fauche annuelle ou bisannuelle tardive</i> <i>Plantation d'arbustes</i> <i>Étagement des lisières du site</i>	n+1	n+2	n+3	n+4	n+5	n+10
		n+15	n+20	n+25	n+30	
<i>Engagement à réaliser des inventaires et suivis :</i> <i>Habitats naturels</i> <i>Flore</i> <i>Entomofaune</i> <i>Amphibiens</i> <i>Reptiles</i> <i>Avifaune</i> <i>Mammifères terrestres</i> <i>Chiroptères</i>	n+1	n+2	n+3	n+4	n+5	n+10
		n+15	n+20	n+25	n+30	

Le cahier des charges présentant les engagements de faire et de ne pas faire de l'ONF, leurs caractéristiques techniques, ainsi que leur calendrier de réalisation de ces actions sont détaillées dans l'annexe 7.

5.2 - Modalités de reporting

Les parties conviennent des modalités de reporting suivantes :

Les parties conviennent que l'ONF informe le bénéficiaire de la bonne réalisation des engagements par l'envoi d'un rapport conformément à la durée et années de suivi fixé à l'annexe 3 de la présente convention - Plan d'action et de suivi des mesures compensatoires d'Alsace (PASCAL - Hardt à Bartenheim).

Le bénéficiaire peut venir constater la bonne réalisation des engagements en se rendant sur place à tout moment en utilisant les itinéraires identifiés selon les mêmes modalités que celles prévus à l'article 8.

Article 6 - Pilotage et gouvernance

6.1 - Identification des référents

Conformément à l'article 11 des clauses générales, un référent est désigné.

	Nom/prénom	Coordonnées
Référent pour l'ONF	Stéphanie RAUSCENT	[ONF Agence Haut-Rhin 22 rue de Herrlisheim 68000 COLMAR
Référent pour le Bénéficiaire	Marie-Catherine JEANNINGROS Eléonore DRAIS-CANOVAS	Hôtel de la Collectivité européenne d'Alsace Direction des Routes Infrastructures et Mobilité Place du Quartier Blanc 67964 STRASBOURG Cedex 9

6.2 - Rencontre

A minima, les parties conviennent de se rencontrer au moins tous les 5 ans à la date anniversaire de la signature de la CAMC pour mettre en œuvre la clause de rendez-vous prévue à l'article 11.4. des clauses générales. L'ONF informe au moins 1 mois à l'avance du lieu et de la date de la réunion.

Le bénéficiaire déléguant la mission à l'ONF, un échange est prévu une fois par an durant les 5 premières années puis tous les 5 ans, soit chaque année de suivi comme indiqué au plan d'actions en annexe 3) entre les parties pour valider le programme de travaux. Des contacts réguliers et rencontres sont également envisagés entre les parties autant que nécessaire et de manière fortuite en cas d'impératifs.

Article 7 - Communication et affichage

7.1 - Communication

Toute communication se fait dans les conditions prévues à l'article 13 des clauses générales.

7.2 - Affichage

L'affichage se fait dans les conditions prévues à l'article 13.2. des clauses générales.

III - CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

Article 8 - Références administratives et financières de l'ONF

Service de gestion administrative	ONF – Agence Haut-Rhin 22 rue de Herrlisheim 68000 COLMAR
Service de gestion financière	ONF- DT GRAND EST Cité administrative – 14 rue du Maréchal Juin 67084 STRASBOURG CEDEX

Article 9 - Références administratives et financières du bénéficiaire

Service de gestion	Collectivité européenne d'Alsace – Pôle Travaux Neufs – Services Brunstatt – marie-catherine.jeanningros@alsace.eu
Service et adresse de facturation	Collectivité européenne d'Alsace – Pôle Gestion Domaine et Finances – Services Finances - comptasiegeDRIM@alsace.eu
Coordonnée de l'interlocuteur principal de l'ONF	Adresse : ONF – Agence Haut-Rhin -22 rue de Herrlisheim -68000 COLMAR Messagerie électronique : stephanie.rauscent@onf.fr Téléphone 06.34.19.10.58

Article 10 - Conditions financières

Les conditions financières sont fixées conformément à l'article 16 des clauses générales.

10.1 - Composition de la contrepartie financière

La contrepartie financière comprend :

- (A) Les frais de gestion administratifs,
- (B) La perte de valeur d'avenir des bois éventuellement coupés : **sans objet**
- (C) Une redevance annuelle
- (D) Les paiements pour chaque engagement de gestion de l'ONF (paiement pour services environnementaux) au titre de l'article 5 des présentes et de l'annexe 7 (et article 10 des clauses générales) fixés conformément à l'article 11.2 et 11.3.

10.2 - Composition de la contrepartie financière

Les modalités de paiement des différentes contreparties sont fixées comme suit :

	Caractéristiques	Montant unitaire prévisionnel	Unité	Total	Modalité de paiement
(A) Frais de gestion		235 €/an		235 €	Annuel

(C) Redevances	Surcoûts de gestion liés aux perturbations occasionnées par le site de compensation	103 €/ha/an		546 €	Annuel
	Usage exclusif du foncier domanial ¹	400 €/ha/an		2 120 €	Annuel
(D) Paiement pour les engagements de gestion de l'ONF (art10)	Intégration des MCE au Document de Gestion Durable	Sans objet ²			
	Travaux de mise en œuvre et de suivi (annexe 3)	Précisé dans le contrat de prestation – 199 055 €			
Total estimatif				2901 €/an, soit 87 030 € pour les 30 ans	

Les montants sont indiqués à la valeur de l'euro année n (n = année de signature de la présente). L'actualisation de cette valeur est définie selon la formule d'actualisation précisée à l'article 11-4.

L'échéancier de paiement détaillé est fixé en annexe 10 et reprend (si besoin) à la fois le prix annuel du total des contreparties financières (lignes A, C et D du tableau ci-dessus) et les coûts liés à la mise en place et au suivi des mesures compensatoires.

10.3 - Engagements sur les montants financiers pour les paiements pour services environnementaux (contrepartie D)

Concernant les paiements relatifs aux engagements de gestion de l'ONF conformément à l'article 10 des clauses générales, l'ONF s'engage sur les prix annoncés pour les 5 premières années suivant la signature du présent contrat avec application d'actualisation des prix dès la deuxième année conformément à l'article 10.4 suivant.

Les prix indiqués pour les années suivantes sont donnés à titre indicatif et n'engagent pas les Parties. A chaque tranche de travaux/études supplémentaire, un devis correspondant sera envoyé par l'ONF au bénéficiaire pour validation préalablement aux interventions.

Ainsi, les prix feront l'objet d'une nouvelle discussion entre l'ONF et le bénéficiaire tous les 5 ans suivant la signature du présent contrat à l'occasion de la rencontre prévue dans la clause de rendez-vous (article 6.2 ; des présentes et article 11.4 des clauses générales).

Les Parties tiendront compte des éléments nouveaux qui pourraient être portés à connaissance, notamment des éléments d'ordre technique, environnemental et économique.

Suite à cette discussion, sous réserve de l'accord des deux Parties, un avenant au présent contrat pourra être conclu afin de déterminer les conditions de sa poursuite. En l'absence d'accord entre les deux Parties dans le délai d'un an à compter la transmission par l'ONF d'un mémoire justificatif du besoin de modification du contrat spécifique portant sur la mise en œuvre des mesures compensatoires, la partie la plus diligente pourra mettre en œuvre les dispositions de l'article 22 des clauses générales relatif à la résiliation anticipée de la présente convention.

¹ Participation à l'impôt foncier + Transfert des bénéfices des aménités positives de la forêt au bénéficiaire (produits forestiers divers et cueillette, fixation carbone, stockage carbone, qualité de l'eau, promenades-accueil, chasse) + Rémunération de la dégradation du rendement locatif + Pression foncière autour du site et estimation de la valeur du terrain au regard de l'intérêt partagé du projet

² La Mesure de compensation environnementale proposée ne modifie en rien l'aménagement en cours et ne nécessite pas sa révision.

10.4 - Actualisation des valeurs financières

10.4.1. Actualisation des valeurs pour les redevances prévues à l'article C.

A partir de la deuxième année de la convention, la valeur de la redevance prévue (contrepartie C) est actualisée en fonction de la variation de l'indice INSEE du coût de la construction (ICC) de l'année précédente telle qu'elle est publiée au journal officiel.

La valeur des montants à l'année n est calculée ainsi :

- $V_n = V_{n-1} (1+F_{n-1})$
- Avec V_n : valeur actualisée pour l'année en cours
- V_{n-1} valeur de l'année précédente
- F_{n-1} : variation en % de l'indice ICC publié l'année précédente

10.4.2. Actualisation des valeurs pour la contrepartie D

A partir de la deuxième année de la convention, les valeurs des montants de la contrepartie D sont actualisées comme suit :

$$\text{Suivi, études naturalistes } \gg \quad A_n = A_o * \text{ING}_n / \text{ING}_0$$

Avec :

- A_n est le prix révisé de l'année n ;
- A_o est le prix aux conditions économiques de référence, correspondant au mois de janvier de l'année de signature du contrat
- ING_n est la valeur du dernier indice Ingénierie publié par l'INSEE connu en décembre n+1
- ING_0 est la valeur de l'indice Ingénierie publié par l'INSEE, correspondant au mois de janvier de l'année de signature du contrat

$$\text{Travaux de restauration et d'entretien } \gg \quad T_n = T_o (\text{EV}_{3n} / \text{EV}_{30})$$

Avec :

- T_n est le prix révisé de l'année n ;
- T_o est le prix aux conditions économiques de référence, correspondant au mois de janvier de l'année de signature du contrat
- EV_{3n} est la valeur du dernier indice Travaux de création d'espaces verts publié par l'INSEE connu en décembre n+1
- EV_{30} est la valeur de l'indice Travaux de création d'espaces verts publié par l'INSEE, correspondant au mois de janvier de l'année de signature du contrat

10.5 - Modalités de paiement

Les contreparties annuelles sont payables dans les conditions suivantes:

Le versement de la contrepartie financière de la Collectivité européenne d'Alsace sera sollicité par l'ONF par l'émission d'une facture auprès de la Collectivité européenne d'Alsace.

Le paiement doit être effectué dans les 30 jours suivant la date de réception de la facture émise par l'ONF conformément à l'article 16 des clauses générales.

Toute année commencée est due intégralement conformément à l'article 16 des clauses générales.

10.6 - Cautionnement

Sans objet

IV - EXPIRATION DE LA CONVENTION - LITIGES - RESILIATION

Article 11 - Durée de la convention et conditions suspensives

Conformément à l'article 19 des clauses générales, la durée de la convention, la date de son entrée en vigueur et la date de son échéance sont fixées comme suit :

Durée	30 ans
Date de démarrage	1 ^{er} janvier 2024
Date de fin	31 décembre 2053

11.1 - Condition suspensive relative à l'obtention des autorisations nécessaires pour la réalisation du projet principal et des mesures compensatoires

Si les autorisations pour le projet principal n'ont pas encore été obtenues, conformément à l'article 18.1. des clauses générales, les parties subordonnent formellement l'échange de leurs consentements nécessaire à la formation de la présente convention à l'obtention par le bénéficiaire des autorisations administratives définitives et purgées de tout recours nécessaires à la réalisation du projet principal:

Dérogation espèce protégées	30 juin 2023
Autorisation au titre de la Loi sur l'eau	30 juin 2023

Les autorisations doivent avoir été obtenues avant la date du 31 décembre 2023. Dans le cas contraire, une nouvelle convention est négociée.

La durée prévue au présent article pourra être renégociée en fonction des prescriptions contenues dans des autorisations administratives.

Fait et passé, en 2 exemplaires originaux, à à la date indiquée ci-dessus.

Pour le bénéficiaire,	signature
Le Directeur Territorial Grand Est de l'ONF	signature